

# Evolution récente de l'économie tchadienne et perspectives pour 2017-18

## 1. Généralités

### Caractéristiques géographiques et humaines

- Superficie : 1 284 000 km<sup>2</sup>. Les pays limitrophes sont le Soudan, la République Centrafricaine, le Cameroun, le Nigeria, le Niger et la Libye.
- Principales villes : N'djamena (la capitale), Sarh, Moundou, Abéché, Faya-Largeau.
- Population : 12,4 millions d'habitants, soit une densité de 10,0 habitants/km<sup>2</sup>. Le taux de croissance démographique est de 3,6 % et la population urbaine représente 28,0 % de la population totale.

### Indicateurs de développement<sup>1</sup>

- Espérance de vie à la naissance : 49,6 ans ;
- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en 2010) : 9,9 % ;
- Taux de prévalence du VIH/Sida : 2,0 % ;
- Taux d'alphabétisation des adultes (pour les 15-24 ans) : 33,6 % ;
- Classement sur l'Indice du Développement Humain : 183<sup>ème</sup> rang sur 189 pays ;
- Population vivant avec moins de US\$ 1,25 par jour : 62 %

### Evolution économique récente<sup>2</sup>

Le Tchad a connu deux chocs ces trois dernières années : d'une part, la baisse de la production pétrolière et l'effondrement du cours du pétrole et, d'autre part, la grande insécurité dans la région, en rapport avec les attaques terroristes. Dans ce contexte, la croissance du PIB a fortement ralenti, les recettes budgétaires se sont effondrées, de graves problèmes de liquidité sont apparus, les dépenses publiques se sont considérablement réduites, les arriérées de paiement s'accumulent et le niveau des avoirs de réserves à la BEAC a baissé.

**Tableau 1 : Evolution des principales grandeurs macroéconomiques du Tchad (%)**

|   | <b>2012</b> | <b>2013</b> | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016*</b> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| PIB réel                                    | 7,8         | 4,8         | 6,8         | 2,5         | -5,1         |
| dont PIB hors pétrole                       | 8,8         | 5,8         | 6,9         | 1,8         | -6,4         |
| Inflation                                   | 7,5         | 0,2         | 1,7         | 3,7         | -1,6         |
| Solde budgétaire global/PIB                 | -3,6        | -4,2        | -2,1        | -1,8        | -3,5         |
| Solde du compte courant/PIB                 | 1,7         | -11,7       | -12,2       | -17,3       | -15,2        |
| Encours de la dette publique/PIB            | 19,8        | 23,3        | 29,7        | 27,5        | 29,3         |
| Taux de couverture extérieure de la monnaie | 72,2        | 73,0        | 73,2        | 32,5        | 5,3          |

Sources : Rapport de surveillance multilatérale (CEMAC), BEAC, FMI (Perspectives économiques régionales, avril 2017)

\* Estimation

<sup>1</sup>. Banque mondiale

<sup>2</sup>. Analyse réalisée à partir du Rapport de surveillance multilatérale 2015 de la CEMAC et du Rapport des services du FMI pour la consultation 2016 au titre de l'article IV.

## **2. Evolution de la production et de l'inflation**

### **A. Forte contraction de l'activité économique**

L'activité économique s'est contractée de 5,1 % en 2016. Cette évolution est imputable à la baisse de 17,8 % de la production pétrolière, à la faiblesse des cours mondiaux du pétrole et à la contraction de 6,4 % du PIB réel du secteur hors pétrole.

La baisse de production pétrolière résulte de la diminution des réserves et de la faiblesse des cours mondiaux de cette matière première. La contraction significative du PIB non pétrolier quant à elle provient de plusieurs facteurs. D'abord, une pluviométrie irrégulière et mal répartie sur le territoire qui a pesé sur la production agricole. Ensuite, la faiblesse de la demande de viande et de poisson au Nigéria et l'insécurité provoquée par les attaques terroristes, ont affecté la production d'élevage et la pêche. Enfin, la réduction de la commande publique de biens et services, ainsi que la menace terroriste ont induit une baisse d'activité dans les branches du BTP, du transport, du commerce, des services aux entreprises et aux ménages.

### **B. Taux s'inflation négatif**

Taux d'inflation s'est établi à -1,6 % contre 3,7 % l'année précédente. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-3,4 %), en liaison notamment avec une offre plus importante des produits suivants : légumes, tubercules, pains et céréales, viande et poisson.

## **2. Forte pression sur Finances publiques**

Le déficit budgétaire global sur la base des engagements s'est creusé davantage et les arriérés de paiement intérieurs (et extérieurs dans une moindre mesure) se sont accumulés, en dépit d'une consolidation budgétaire significative.

Les recettes budgétaires totales ont baissé de 50,2 % pour se situer à FCFA 503,3 milliards. Ce recul résulte à la fois de la chute des recettes pétrolières (-49,5 %) et de la baisse des recettes hors pétrole (50,4 %), provoquée par la contraction d'activité et le tassement des recettes douanières.

Les dépenses budgétaires totales ont diminué de 34,5 % pour se situer à FCFA 747,4 milliards. Cette contraction procède du repli des dépenses courantes (- 19,6 %) et de la baisse des dépenses d'investissement (-64,7 %).

Ces évolutions montrent que le déficit budgétaire global sur la base engagement, hors dons s'est creusé, passant de - 1,8 % du PIB en 2015 à - 3,5 % du PIB en 2016 pour s'établir à FCFA -242,2 milliards. Ce déficit, combiné au remboursement du principal sur la dette extérieur (FCFA 58,2 milliards), à la variation des arriérés (FCFA 65 milliards) et au désengagement vis-à-vis du système non bancaire (FCFA 121,6 milliards), fait apparaître un besoin de financement de l'État de FCFA 487 milliards. Ce besoin de financement a été couvert par la mobilisation des ressources sous forme de dons (FCFA 165,2 milliards), de tirages (FCFA 78 milliards), d'allègements de la dette extérieure (FCFA 27,4 milliards) et du financement intérieur bancaire (FCFA 216,5 milliards).

### **3. Déficit élevé du compte des transactions courantes**

Le déficit extérieur demeure élevé, bien qu'en recul. Il s'est situé à -15,2 % du PIB, en raison de la chute des exportations en valeur. Ce déficit a été en partie financé par les investissements directs étrangers, concentrés essentiellement dans le secteur pétrolier. Le reste a été financé par une réduction du niveau des avoirs de réserves et par les rééchelonnements obtenus de la dette.

**En matière de dette publique**, il ressort de l'analyse de la viabilité de la dette (AVD-PFR) réalisée conjointement par le FMI et la Banque mondiale que le risque de surendettement continue d'être élevé au Tchad, avec une concentration de facteurs de vulnérabilité à court terme (baisse des termes de l'échange à cause de la faiblesse persistante des prix du pétrole, dégradation de la situation sécuritaire, dette intérieure relativement élevée et accumulation d'arriérés envers les créanciers multilatéraux). Si les seuils indicatifs d'un certain nombre d'indicateurs de la dette n'ont été franchis que temporairement et dans de faibles proportions, le ratio service de la dette/recettes accuse un dépassement relativement prolongé et de niveau moyen, ce qui s'explique par le volume peu élevé des recettes publiques pétrolières et l'ampleur des paiements au titre du service de la dette extérieure arrivant à échéance à court terme.

Bien que les indicateurs de la dette restent nettement en deçà de leurs seuils à moyen et à long terme, l'AVD confirme que le Tchad est vulnérable à des chocs macroéconomiques extérieurs comme celui que subissent en ce moment les cours du pétrole. Pour préserver la solvabilité dans le contexte actuel, le Gouvernement procède à ajustement budgétaire important, soutenu par une politique prudente de gestion de la dette. Il poursuit également des réformes structurelles ouvrant la voie à la diversification économique et à une croissance durable<sup>3</sup>.

### **4. Détérioration de la situation monétaire**

A fin décembre 2016, la situation monétaire du Tchad s'est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets, une hausse des crédits à l'économie et une baisse significative du taux de couverture extérieure de la monnaie.

En effet, le niveau des avoirs extérieurs nets a chuté de 294,8 % pour se situer à FCFA -172,6 milliards à fin décembre 2016 contre FCFA 88,6 milliards à fin décembre 2015. En conséquence, le taux de couverture extérieur de la monnaie s'est effondré à 5,3 % au 31 décembre 2016 contre 32,5 % à fin décembre 2015. Quant aux crédits à l'économie, ils se sont inscrits en hausse de 5,2 % à FCFA 634,1 milliards au 31 décembre 2016, en rapport avec la hausse du crédit à court terme.

### **5. Faibles perspectives macroéconomiques pour 2017-18**

En 2017-18, l'activité économique devrait repartir à la hausse, tirée par le secteur hors pétrole qui repasserait en zone positive, pendant que la production pétrolière se stabiliserait à son niveau de 2016. Par conséquent, le PIB progresserait de 2,2 % en 2017 et de 2,4 % en 2018.

---

<sup>3</sup>. FMI, Analyse de la viabilité de la dette du Tchad, août 2016

La reprise de la croissance dans le secteur non pétrolier serait en grande partie attribuée à l'agriculture, au commerce et au transport. En revanche, la contraction du crédit bancaire au secteur privé durant cette période ralentirait le redressement de l'activité dans les différentes branches des services.

La hausse des prix à la consommation des ménages devrait rester contenue. Le taux d'inflation en 2017-18 resterait inférieur à 3,0 %, sous l'effet de l'amélioration des conditions de l'offre.

En dépit des efforts d'ajustement des dépenses publiques aux recettes propres, le déficit budgétaire base engagements et hors dons se creuserait pour représenter 5 % du PIB en 2017 et 3,9 % en 2018. La mobilisation des ressources fiscales hors pétroles assez significatives au cours des prochaines années constituera un défi majeur pour l'administration fiscale.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes hors dons reculerait pour représenter -11,5 % du PIB en 2017 et -10,8 % du PIB en 2018. L'amélioration des conditions sécuritaires aux frontières devrait favoriser la reprise progressive des échanges commerciaux avec le Cameroun et le Nigeria.

La situation monétaire se caractériserait par un faible niveau des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie.

## **6. Situation sociale**

En dépit des progrès réalisés pendant une décennie, les indicateurs sociaux du Tchad demeurent relativement faibles. La pauvreté, qui touche encore plus de 55,0 % de la population, reste un phénomène à dominance rurale, selon les données de la seconde Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT 2). Cette enquête montre que 87,0 % de la pauvreté qui sévit au Tchad se situe en milieu rural. Cependant, à travers divers programmes de soutien aux populations démunies, les Autorités s'emploient à faire reculer la pauvreté aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine.

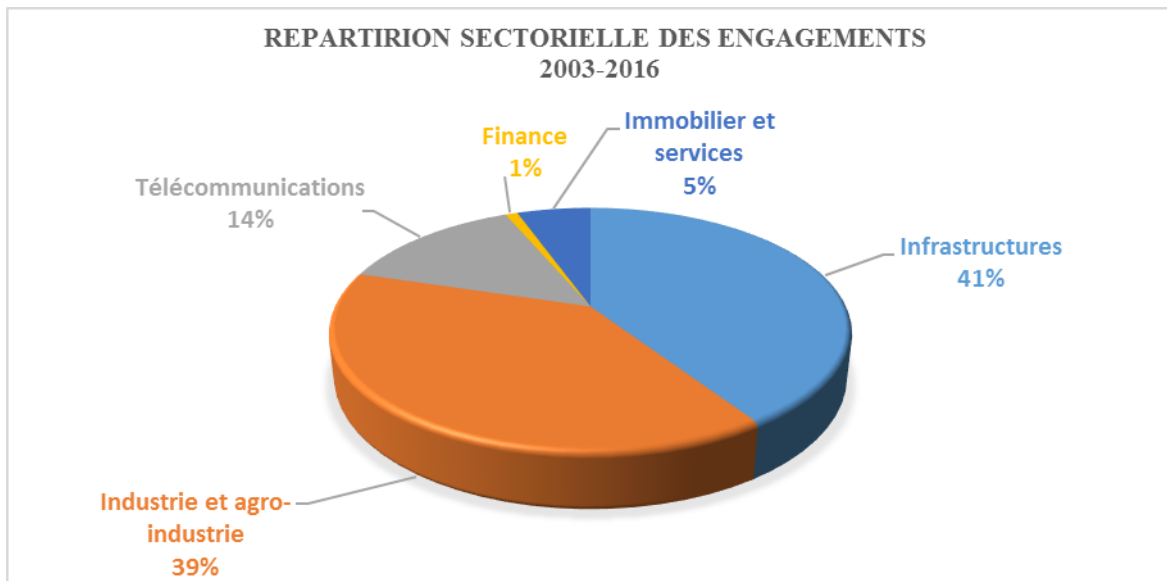
## **7. Environnement des affaires**

L'amélioration du climat des affaires demeure une priorité du Gouvernement pour attirer les capitaux étrangers. Mais beaucoup de progrès reste à faire, particulièrement en ce qui concerne la facilité de faire les affaires, au regard du mauvais classement du Tchad dans le rapport Doing Business en 2016 de la Banque mondiale.

Pour améliorer le climat des affaires dans le cadre de l'OHADA, le Gouvernement déploie les efforts et les moyens nécessaires pour garantir un cadre juridique et financier favorable aux entreprises qui investissent au Tchad.

## **8. Relations avec la BDEAC**

Les relations entre la BDEAC et le Tchad sont excellentes. En effet, depuis 2003, les concours de la BDEAC en faveur du Tchad se chiffrent à FCFA 299,354 milliards pour 21 opérations. Ils sont répartis comme suit :



Les concours en faveur du secteur public représentent 78,9 % du total des engagements.